



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général
pour les Affaires Régionales
Pôle modernisation et moyens
Plate-forme régionale des achats**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (C.C.T.P.)

**Mission de contrôle technique bâtementaire au profit des services de l'Etat en
région Normandie.**

Accord cadre mono-attributaire à bons de commande.

Le présent document est commun aux lots n°1 et n°2

Le présent cahier des clauses techniques particulières précise les conditions dans lesquelles sont réalisés les missions de contrôle technique bâtementaire du marché passé pour les locaux des services de l'État en région Normandie, appelés services bénéficiaires.

<u>Référence de la consultation</u>	2025PFRANORMCTCSPS
<u>Procédure de passation</u>	Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande publique
<u>Code C.P.V. principal</u>	71631300-3 : Services de contrôle technique de bâtiments
<u>Code GM</u>	36.04.03 : Etude préalable, audit, expertise liés aux travaux (ETUDE EXPT TRAVAUX).
<u>CCAG APPLICABLES</u>	CCAG prestations intellectuelles approuvé par arrêté du 30 mars 2021

Table des matières

ARTICLE 1 - Préambule.....	4
ARTICLE 2 - Objet de l'accord cadre.....	4
ARTICLE 3 – Description des ouvrages.....	5
ARTICLE 4 – Dispositions réglementaires.....	5
ARTICLE 5 – Qualification professionnelle du contrôleur technique.....	6
ARTICLE 6 – Désignation du responsable technique du contrôle.....	6
ARTICLE 7 – Réunion de coordination.....	6
ARTICLE 8 – Engagement des titulaires.....	7
ARTICLE 9 – Définition des missions.....	7
9.1 – Missions de BASE Obligatoires	7
9.1.1 – Mission L portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables.....	7
9.1.2 - Mission S portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions.....	7
9.1.2.1 - Mission STI relative à la sécurité des personnes dans les immeubles du secteur tertiaire ou de l'industrie.....	8
9.1.2.2 - Mission SEI relative à la sécurité des personnes dans les ERP et IGH.....	9
9.1.2.3 - Mission SH relative à la sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation.....	9
9.2 - Missions de BASE conditionnelles.....	10
9.2.1 - Mission Hand relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées	10
9.2.2 - Mission PS relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme. 10	
9.3 - Missions complémentaires à la mission de BASE L.....	10
9.3.1 - Mission P1 relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés. 10	
9.3.2 - Mission LE relative à la solidité des existants	11
9.3.3 - Mission Av relative à la stabilité des avoisinants.....	11
9.3.4 - Mission DEM relative à la solidité des ouvrages avoisinants en cas de démolition d'ouvrages existants.....	11
9.4 - Missions complémentaires à la mission de BASE S.....	12
9.4.1 - Mission ENV relative à l'environnement.....	12
9.4.2 - Mission HYS relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments.....	12
9.5 - Missions complémentaires à la mission de BASE HAND.....	12
9.5.1 - Mission ATT-HAND relative à la délivrance de l'attestation finale de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées.....	12
9.6 - Autres Missions complémentaires.....	13
9.6.1 - Mission F relative au fonctionnement des installations.....	13
9.6.2 - Mission F2 relative au fonctionnement des précâblages informatiques et téléphoniques. 13	
9.6.3 - Mission Ph relative à l'isolation acoustique des bâtiments.....	14
9.6.4 - Mission Th relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie.....	14
9.6.5 - Mission GTB relative à la gestion technique du bâtiment.....	15

9.6.6 - Mission CO relative à la coordination des missions de contrôle.....	15
9.6.7 - Mission PV relative au récolement des procès-verbaux d'essais de fonctionnement des installations.....	15
9.6.8 - Missions VIEL relative à la vérification initiale des installations électriques au titre du code du travail.....	16
9.6.9 - Mission Brd relative au transport de brancards dans les constructions.....	16
9.6.10 - Mission VAMSIET relative à la vérification avant mise en service des installations électriques temporaires.....	17
9.7 - Missions composées.....	17
9.7.1 - Mission LP (Missions L + P1).....	17
ARTICLE 10 – Périmètre d'intervention.....	17
ARTICLE 11 – Méthodologie des vérifications.....	18
11.1 - Phase 1 : vérification des documents de conception et rapport initial (DIAG, APS, APD et PRO).....	19
11.2 - Phase 2 : examen des documents d'exécution (EXE ou VISA).....	20
11.3 - Phase 3 : contrôle de l'exécution des ouvrages et éléments d'équipements (DET).....	20
ARTICLE 12 – Actes du contrôleur technique pour le suivi des missions.....	21
12.1 – Actes techniques.....	21
12.2 – Actes d'information.....	21
ARTICLE 13 – Livrables.....	22
13.1 – Rapports.....	22
13.2 – Avis.....	22
ARTICLE 14 – Achèvement des prestations.....	23
ARTICLE 15 – Modalités de présence et de participation du titulaire.....	24
ARTICLE 16 – Disposition prise par le maître de l'ouvrage.....	24
ARTICLE 17 – Limite de la prestation.....	24
ARTICLE 18 – Responsabilité.....	25

ARTICLE 1 - Préambule

Les services déconcentrés de l'État dans la région de Normandie ont décidé de coordonner leurs besoins communs en ce qui concerne les prestations intellectuelles bâtementaires sur les missions de contrôle technique.

Le représentant du pouvoir adjudicateur chargé de coordonner la passation de l'accord-cadre pour le compte des services déconcentrés de l'État, est M. Le Préfet de la région Normandie représenté par Monsieur le secrétaire général pour les affaires régionales (SGAR Normandie).

Il est chargé de coordonner la passation du marché public pour le compte des services de l'État, appelés services bénéficiaires. Il est chargé de signer et de notifier le marché public. Chaque service bénéficiaire, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution. Le représentant du pouvoir adjudicateur est chargé de signer et de notifier l'accord cadre.

La PFRA (Plate-forme Régionale des Achats) est rattachée au SGAR (Secrétariat Général pour les Affaires Régionales). La PFRA coordonne les besoins sur ce segment pour le compte des services déconcentrés de l'État.

ARTICLE 2 - Objet de l'accord cadre

Le présent accord cadre a pour objet la réalisation de prestations intellectuelles portant sur la mission de contrôle technique sur les bâtiments de l'Etat, au profit des services de l'État en région Normandie.

Il s'agit d'un accord cadre mono-attributaire à bons de commande. Un seul attributaire est désigné par lot. Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum mais avec un maximum en euros HT par lot.

Les services de l'État en région Normandie sont désignés dans le présent document comme « services bénéficiaires ». Chaque service bénéficiaire est chargé d'exécuter les bons de commandes pour ce qui le concerne.

Les missions de contrôle technique sont alloties géographiquement de la manière suivante :

N° des lots	Intitulé des lots	Montant HT maximum sur la durée totale de l'accord-cadre, reconduction comprise
Lot n°1	Mission de contrôle technique Seine Maritime (76) - Eure (27)	1 500 000€
Lot n°2	Mission de contrôle technique Calvados (14) - Manche (50) - Orne (61)	1 500 000€

Le contrôle technique a pour objectif d'améliorer la qualité des constructions, leur solidité et la sécurité des personnes par la prévention des aléas techniques, découlant d'un défaut dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, susceptibles de compromettre les caractéristiques fondamentales de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipement dissociables ou indissociables qui la constituent.

Le contrôleur technique a pour mission de contribuer à la prévention des différents aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans la réalisation des ouvrages. Il intervient à la demande du maître de l'ouvrage et donne son avis à ce dernier sur les problèmes d'ordre technique, dans le cadre du contrat qui le lie à celui-ci. Cet avis porte notamment sur les problèmes qui concernent la solidité de l'ouvrage et la sécurité des personnes.

Ses missions sont incompatibles avec toute activité de conception, d'exécution ou d'expertise d'un ouvrage.

Il est soumis à la présomption de responsabilité, dans les limites de la mission que lui a confié le maître d'ouvrage.

Sont concernées les missions obligatoires et éventuellement les missions complémentaires optionnelles.

ARTICLE 3 – Description des ouvrages

Les prestations concernent notamment des opérations de réhabilitation et/ou de rénovation, des opérations de travaux, ou de construction neuve pour l'ensemble du patrimoine immobilier des services de l'État en région Normandie incluant les bâtiments classés au patrimoine des monuments historiques.

Les prestations décrites au présent CCTP sont à réaliser sur un nombre de bâtiments importants de complexité technique différente tels que :

- Bâtiments administratifs
- Bâtiments d'habitation,
- Locaux à usage technique
- Sites à accès restreint et sécurisé (gendarmerie, police, services pénitentiaires)

Cette typologie de bâtiments est non exhaustive.

Par ailleurs, les opérations peuvent être réalisées sur un site vide ou en exploitation.

Ces bâtiments sont classés de la manière suivante selon 3 niveaux de complexité :

- Opération simple : Sont concernés les bâtiments ERP 5ème catégorie et les bâtiments classés code du travail.
- Opération moyenne : Sont concernés les ERP de catégorie 2 à 4 et ERP de 5 -ème catégorie avec locaux à sommeil
- Opération complexe : Sont concernés les bâtiments de type IGH et ERP 1ère catégorie ainsi que les bâtiments classés au patrimoine historique.

ARTICLE 4 – Dispositions réglementaires

Les missions s'exécuteront notamment conformément aux dispositions des textes suivants :

- Code de la commande publique
- Directive européenne n° 89-106 du 21 décembre 1988, relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres concernant les produits de la construction.
- Loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 modifiée, relative aux responsabilités et assurance dans le domaine de la construction.
- De la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 (dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs)
- Décret n° 78-1146 du 7 décembre 1978, relatif à l'agrément des Contrôleurs Techniques et contrôle technique obligatoire.

- Décret n° 99-443 du 28 mai 1999, relatif au CCTG applicable aux marchés de contrôles techniques.
- Norme NFP 03-100, relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction.
- Code de la Construction et de l'Habitation (CCH).
- Code Civil, articles 1792 et suivants relatifs à la garantie décennale des constructeurs.
- Code des Assurances, article L. 241-1, relatif à l'obligation d'assurance.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, relatives aux opérations de construction publique. La liste présentée ci-dessus n'a pas de caractère d'exhaustivité.

ARTICLE 5 – Qualification professionnelle du contrôleur technique

Conformément à l'article L125-3 du code de la construction et de l'habitation, l'activité de contrôle technique est soumise à agrément. Elle est incompatible avec l'exercice de toute activité de conception, d'exécution ou d'expertise d'un ouvrage. La décision d'agrément tient compte des qualifications professionnelles et de la moralité professionnelle.

De ce fait, avant notification et tout au long de l'exécution de l'accord cadre, le contrôleur technique doit être titulaire de l'agrément ministériel visé au présent article.

Le titulaire s'engage à justifier de cet agrément sur simple demande de la PFRA ou du service bénéficiaire tout au long de l'exécution du présent accord-cadre.

ARTICLE 6 – Désignation du responsable technique du contrôle

Dès la notification d'une commande portant sur le marché attribué, le titulaire propose au représentant du service bénéficiaire, la personne physique compétente pour exécuter la mission de contrôle technique. A ce titre, le titulaire communique au représentant du service bénéficiaire à l'origine de la demande le nom, le curriculum vitae du Contrôleur Technique affecté.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la mission, la même personne physique comme contrôleur technique. Il proposera également pour chaque intervention un suppléant en cas d'empêchement de la personne désignée.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le représentant du service bénéficiaire. Tout changement doit immédiatement être notifié au représentant du service bénéficiaire et être dûment motivé, conformément aux conditions fixées à l'article 11.1 « Représentation des parties » du CCAP « Missions de contrôle technique et de coordination SPS bâtementaires ».

Le représentant du service bénéficiaire se réserve le droit de refuser ce changement de prestataire en cours de mission.

ARTICLE 7 – Réunion de coordination

À compter de la validation de la commande, et en tout état de cause avant le début de chaque prestation, une réunion de coordination est organisée en présence du ou des représentants du titulaire du marché, du service bénéficiaire et du maître d'ouvrage. Ce rendez-vous pose les modalités de la mission de contrôle technique, les attentes du service bénéficiaire, le périmètre exact de chaque prestation, le planning et les conditions d'exécution.

ARTICLE 8 – Engagement des titulaires

Pour chaque opération, le titulaire devra, dans le cadre de l'exécution des missions ci-après définies, tenir compte des contraintes propres au chantier à réaliser en milieu occupé ou libre. Les travaux impliqueront en effet une méthodologie de travail et des contraintes techniques particulières en fonction de l'occupation du chantier.

Le titulaire accepte au titre de sa mission de travailler en parfaite collaboration avec les autres intervenants dans l'acte de réhabilitation, de rénovation ou de construction.

ARTICLE 9 – Définition des missions

Les prestations sont organisées par éléments de mission. Chaque élément de mission est dissociable et peut faire l'objet d'une commande unique.

Les missions de contrôle technique se classent en plusieurs catégories, en fonction de la nature des risques.

9.1 – Missions de BASE Obligatoires

Deux missions de base sont présentes dans le cadre d'un contrôle technique obligatoire visé par les articles L111-23 et R111-38 du code de la construction et de l'habitation.

- **Mission L** : relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
- **Mission S** : relative à la sécurité des personnes dans les constructions.

Toutefois, en cas de contrôle technique facultatif, le service bénéficiaire peut opter pour l'une ou l'autre des missions, voire les deux si nécessaire.

9.1.1 – Mission L portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la **mission L**, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipement indissociables qui la constituent.

La mission L porte, sur les ouvrages et éléments d'équipement suivants :

- les ouvrages de réseaux divers et de voirie (à l'exclusion des couches d'usure des chaussées et des voies piétonnières) dont la destination est la desserte privative de la construction;
- les ouvrages de fondation ;
- les ouvrages d'ossature ;
- les ouvrages de clos et de couvert;
- les éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages énumérés ci-dessus.

Le contrôle est limité à la solidité de ces ouvrages mais cela implique une vérification :

- de l'adaptation du mode de fondation à l'ouvrage et au terrain,
- de la stabilité et de la résistance mécanique des ouvrages
- du risque de déformation excessive par rapport à la réglementation en vigueur,
- de l'étanchéité du clos et du couvert.

La mission L ne porte pas sur les travaux préparatoires et provisoires, tels que : démolitions, terrassements, blindages, coffrages, étalements, échafaudages, levages, manutentions.

La mission s'exerce conformément aux dispositions du présent document et de la NF P03-100.

9.1.2 - Mission S portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la **mission S**, sont ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la sécurité des personnes dans les constructions achevées. La mission ne s'étend pas à la sécurité des personnes pendant toute la durée des travaux.

La mission S porte sur les dispositifs des constructions, ouvrages et équipements visés du point de vue de la sécurité des personnes par la législation ou la réglementation applicable à l'ouvrage du fait de sa destination telle qu'elle résulte du permis de construire. Le contrôleur technique doit signaler toute erreur de conception même si aucune disposition législative ou réglementaire n'a été violée.

Font notamment partie de la mission du Contrôleur Technique :

- les dispositions relatives à la protection contre les risques d'incendie et de panique : comportement au feu des matériaux et éléments de construction, isolement, desserte, cloisonnement et dégagements, moyens de secours, dispositifs d'alarme et d'alerte, équipements de désenfumage naturel
- les garde-corps et fenêtres basses
- les installations électriques (courants forts)
- les installations de chauffage, ventilation, conditionnement d'air, réfrigération et équipements de désenfumage mécanique
- les installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés
- les conduits de fumée
- les ascenseurs, monte-charges, escaliers mécaniques, trottoirs roulants
- les nacelles suspendues d'entretien de façades
- les portes automatiques
- les appareils et installations sous pression de vapeur ou de gaz
- les installations de fluides médicaux
- les dispositions de construction concernant la protection contre les rayonnements ionisants

Au titre de la mission S, la solidité n'est pas contrôlée. La mission S ne porte pas :

- dans le cas des opérations de rénovation ou de réhabilitation : sur les ouvrages et éléments d'équipements existant avant la réalisation des travaux et non modifiés par ceux-ci ni sur les parties de la construction non comprises dans le volume des travaux.
- sur les aménagements réalisés à l'initiative ou sous la responsabilité des exploitants ou occupants, même s'ils sont entrepris avant l'ouverture de l'établissement ou l'occupation de locaux.
- sur les biens meubles.

La mission S se décline en mission SH, SEI et STI, en fonction du type d'établissement. :

9.1.21 - Mission STI relative à la sécurité des personnes dans les immeubles du secteur tertiaire ou de l'industrie

La **mission** est dite **STI** lorsqu'elle prévient les aléas techniques relatifs à la sécurité des personnes dans les bâtiments industriels et tertiaires.

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôleur technique contribue au titre de la mission STI, sont ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires, énumérées ci-après, relatives à la sécurité des personnes dans les constructions achevées. La mission ne s'étend pas à la sécurité des personnes pendant toute la durée des travaux. Au titre de la mission STI, la solidité n'est pas contrôlée et est réputée acquise.

La mission STI porte sur les ouvrages et éléments d'équipement suivants, faisant partie des marchés de travaux communiqués au contrôleur technique de construction :

- Ouvrages et éléments d'équipement concourant à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants

- Installations électriques (courants forts), hors équipements spécifiques à l'activité professionnelle
- Ascenseurs et ascenseurs de charges ;
- Ouvrages et éléments d'équipement relatifs à la sécurité hors incendie : ouvrants en élévation et toiture, parois transparentes ou translucides, portes et portails, issues des quais de chargement.

9.1.2.2 - Mission SEI relative à la sécurité des personnes dans les ERP et IGH

La **mission** est dénommée **SEI** lorsqu'elle porte sur des établissements recevant du public (ERP) et des immeubles de grande hauteur (IGH). Elle est obligatoire pour les établissements recevant du public de 4^{ème}, 3^{ème}, 2^{ème} et 1^{ère} catégorie ainsi que la 5^{ème} catégorie avec locaux à sommeil.

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôleur technique contribue au titre de la mission SEI sont ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la sécurité des personnes dans les constructions achevées. La mission ne s'étend pas à la sécurité des personnes pendant toute la durée des travaux. Au titre de la mission SEI, la solidité n'est pas contrôlée.

La mission comprend :

- Des prestations de contrôle technique pour lesquelles le contrôleur technique de construction déclare être titulaire de l'agrément nécessaire délivré par le ministre chargé de la construction dans les conditions fixées à l'article R.111-29 du code de la construction et de l'habitation.
- Des prestations de vérifications techniques pour lesquelles le contrôleur technique déclare être titulaire des agréments nécessaires délivrés par le ministre de l'Intérieur et les ministres intéressés dans les conditions fixées, pour les établissements recevant du public (ERP) et pour les immeubles de grande hauteur (IGH).

9.1.2.3 - Mission SH relative à la sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation

La **mission** est dénommée **SH** lorsqu'elle est relative à la sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitations.

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôleur technique contribue au titre de la mission SH, sont ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires, relatives à la sécurité des personnes dans les constructions achevées. La mission ne s'étend pas à la sécurité des personnes pendant toute la durée des travaux. Au titre de la mission SH, la solidité n'est pas contrôlée.

La mission SH porte sur les ouvrages et éléments d'équipement suivants, faisant partie des marchés des travaux communiqués au contrôleur technique :

- Les dispositions relatives à la protection contre les risques d'incendie et de panique : comportement au feu des matériaux et éléments de construction, isolement, desserte, cloisonnements et dégagements, moyens de secours, dispositifs d'alarme et d'alerte, équipements de désenfumage.
- Les installations électriques (courants forts).
- Les installations de chauffage, ventilation, conditionnement d'air.
- Les installations de stockage et de distribution de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés.
- Les conduits de fumée.
- Les ascenseurs et les ascenseurs de charges.
- Les portes automatiques de garages.
- Les garde-corps et fenêtres basses.

Dans le cas d'opération de réhabilitation la mission SH est limitée aux ouvrages et éléments d'équipements neufs ainsi qu'aux parties de la construction et installations modifiées par les travaux. Le contrôle ne porte pas sur les ouvrages et éléments d'équipement existant avant la réalisation des travaux et non modifiés par ceux-ci, ni sur les parties de construction ou sur des installations non comprises dans le volume des travaux.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique le Maître d'ouvrage s'engage à communiquer les plans d'exécution, ainsi que les notes de calculs justificatives du dimensionnement des installations.

Le contrôle intervient pendant la conception (depuis la phase APS jusqu'au DCE) et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

Pendant l'exécution des ouvrages, le contrôleur technique assiste à toutes les réunions conformément aux articles 11 12 et 15 du présent document et effectue un certain nombre de visites inopinées.

9.2 - Missions de BASE conditionnelles

Les missions de base conditionnelles, sont celles qui viennent en complément des missions obligatoires listées ci-dessus.

9.2.1 - Mission Hand relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la **mission Hand** sont ceux qui découlent d'un défaut d'application des dispositions réglementaires relatives à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées.

La réglementation impose, pour certains types d'établissement, l'accessibilité aux handicapés (logements, établissements recevant du public, établissements recevant des travailleurs).

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipements concourant à la satisfaction de ces exigences réglementaires.

9.2.2 - Mission PS relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la **mission PS** sont ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la protection parasismique dans les constructions achevées.

Pour certains bâtiments, le contrôleur technique doit mener une mission PS obligatoire en accompagnement des missions L et S selon les risques que comportent les bâtiments et les zones de sismicité.

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement visés par les règles parasismiques : fondations, ossature, façades...

Le contrôleur technique doit en outre établir l'attestation de prise en compte des règles parasismiques en amont du projet (dépôt de permis de construire) et en aval (achèvement des travaux). Il doit y attester de la prise en compte des règles de construction parasismique à ces deux stades du projet. Les modalités sont définies aux articles R431-16 et R462-4 du code de l'Urbanisme.

9.3 - Missions complémentaires à la mission de BASE L

9.3.1 - Mission P1 relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés

La **mission P1** s'exerce exclusivement en complément de la mission L.

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission P1 sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère

réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés.

Cette mission concerne les éléments d'équipement non indissociables notamment les menuiseries intérieures, les cloisons, les revêtements intérieurs, les garde-corps...

Les éléments ou ouvrages non indissociables sont ceux qui peuvent être dissociés des fonctions structurelles ou de clos et couvert sans leur porter préjudice.

La mission P1 s'exerce dans les conditions fixées dans l'annexe A de la norme NFP 03-100 au titre de la mission L dont elle constitue le complément.

9.3.2 - Mission LE relative à la solidité des existants

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la **mission LE**, sont ceux qui, découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage.

Cette mission est un complément à la mission de base lorsque l'intervention sur un ouvrage existant crée un risque pour l'ouvrage principal.

Le maître de l'ouvrage fournit au contrôleur technique les renseignements et documents se rapportant aux ouvrages existants tels que constats des lieux et résultats des études de diagnostic effectuées.

Le contrôleur technique effectue un contrôle visuel se rapportant à l'objet de sa mission et limité à l'examen de l'état apparent des existants concernés par les travaux.

En l'absence de communication de résultat d'études de diagnostic, au sens de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée et des textes pris pour son application, et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des existants.

9.3.3 - Mission AV relative à la stabilité des avoisinants

La **mission AV** est un complément aux missions de base lorsque l'intervention sur un ouvrage crée un risque pour les voisins.

Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui, découlant de la réalisation des fondations de l'ouvrage neuf et, le cas échéant, des ouvrages périphériques en infrastructure (reprise en sous-œuvre et voiles périphériques), sont susceptibles d'affecter la stabilité des avoisinants.

Un avoisinant est un bâtiment (pas une chaussée ou des réseaux) contigu à l'ouvrage objet de la construction.

Le maître de l'ouvrage fournit au contrôleur technique les renseignements et documents se rapportant aux avoisinants, tels que résultats des études de diagnostic, résultats des reconnaissances de sols, plans de carrière, constats d'état des lieux, ainsi que les documents techniques décrivant le processus d'exécution des travaux soumis au contrôle.

Le contrôleur technique effectue un contrôle visuel se rapportant à l'objet de sa mission et limité à l'état apparent des avoisinants accessibles.

En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des avoisinants accessibles.

9.3.4 - Mission DEM relative à la solidité des ouvrages avoisinants en cas de démolition d'ouvrages existants

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la **mission DEM**, sont exclusivement ceux qui, découlant des travaux de démolition des ouvrages existants, sont susceptibles de compromettre la solidité des ouvrages avoisinants.

Les ouvrages avoisinants concernés par la mission sont les bâtiments contigus aux ouvrages à démolir.

La mission porte sur les aléas découlant de la réalisation des démolitions d'ouvrages existants, et s'étend aux travaux de confortation des immeubles voisins, entrepris préalablement ou postérieurement aux démolitions.

9.4 - Missions complémentaires à la mission de BASE S

9.4.1 - Mission ENV relative à l'environnement

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôleur technique contribue au titre de la **mission ENV**, sont ceux qui, générateurs d'incendie ou d'explosion, découlent des défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement.

La mission ENV porte sur les ouvrages et éléments faisant partie des marchés de la construction communiqués au contrôleur technique et visés, du point de vue des risques d'incendie et d'explosion, par la législation et la réglementation relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement applicable à la construction du fait de sa destination telle que définie dans le dossier de déclaration ou de demande d'autorisation.

Ne relèvent pas de la mission les équipements et aménagements spécifiques des activités professionnelles, à l'exception de ceux, énumérés dans le marché, qui ont conduit au classement des installations en raison des risques d'incendie et d'explosion visés par la législation relative à la protection de l'environnement.

9.4.2 - Mission HYS relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments

On distingue, dans le cadre de la **mission HYS**, les missions suivantes selon le type de bâtiment concerné :

- **HYSa** : mission relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments autres que d'habitation
- **HYSb** : mission relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments d'habitation

La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire, dans les constructions achevées, aux prescriptions réglementaires relatives à l'hygiène et la santé en ce qui concerne :

- L'aération des locaux à pollution non spécifique (ventilation naturelle ou mécanique, ouvrants, évacuation des produits de combustion).
- La distribution d'eau (distribution d'eau froide, production et distribution d'eau chaude).
- Les installations sanitaires (existence et implantation des installations).
- Les installations d'évacuation des eaux usées (eaux ménagères et eaux vannes).
- L'évacuation des ordures ménagères (local poubelle, vide-ordures).

9.5 - Missions complémentaires à la mission de BASE HAND

9.5.1 - Mission ATT-HAND relative à la délivrance de l'attestation finale de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées

La **mission ATT-HAND** relative à la délivrance de l'attestation finale de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées, en fin de travaux. Cette attestation constate que les travaux réalisés respectent lesdites règles de sécurité applicables.

La mission ATTHAND se décompose en trois sous-missions dont le rôle est de :

- **ATTHAND 1** : Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées.
Anticiper au moment du programme les écueils potentiels et contribuer à garantir un projet conforme à cette réglementation en accompagnant tout au long de l'avancement des études et des travaux d'exécution et ce, dès le dossier de demande du permis de construire jusqu'à l'achèvement total des travaux et en tenant compte des impératifs économiques.
- **ATTHAND 2** : Délivrance des attestations finales.
Rédiger les attestations finales conformément à l'arrêté du 22 mars 2007.
- **ATTHAND 3** : Gérer de façon externe, les demandes de travaux modificatifs acquéreurs / preneurs.

9.6 - Autres Missions complémentaires

9.6.1 - Mission F relative au fonctionnement des installations

Les aléas que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui découlent d'un mauvais fonctionnement des installations. Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité, pour une installation, à la mise en exploitation, d'assurer le service demandé dans les conditions de performance imposées par les prescriptions techniques contractuelles et, quand ils existent, par les textes techniques à caractère normatif.

La mission du contrôleur technique porte sur les installations suivantes :

- Réseaux d'alimentation en eau, de chauffage, d'assainissement
- Chauffage, conditionnement d'air, ventilation mécanique
- Installations électriques intérieures (courants forts)
- Ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques
- Protection et distribution d'eau chaude, distribution d'eau froide, évacuations

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître de l'ouvrage s'engage à communiquer les plans d'exécution ainsi que les notes de calculs justificatives du dimensionnement des installations.

9.6.2 - Mission F2 relative au fonctionnement des précâblages informatiques et téléphoniques

La vérification des précâblages informatiques et téléphoniques contribue à prévenir les risques d'aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des réseaux informatiques et téléphoniques cuivres et fibres optiques.

Elle porte sur la conformité des installations aux dispositions des normes en vigueur et des prescriptions techniques.

Le contrôleur doit procéder aux vérifications suivantes :

- Examens de documents (notes de calcul, plans et schémas, documentation technique)
- Examens sur site
- Essais et mesurages

Les points à examiner sont :

- Identification des points de dysfonctionnements à l'origine de baisses de performances ou de qualité du réseau.
- Contrôle de la qualité de la mise en œuvre des installations techniques (baie, cheminements des câbles, cohabitation des différents réseaux).
- Recherche et détection de défauts sur les liaisons.

Un cahier de recettes des liaisons est établi à l'issue des différentes vérifications exécutées par le contrôleur technique. Ce cahier doit permettre de prendre ou de faire prendre toutes les mesures

propres à assurer la conformité des installations.

Ils doivent localiser nettement les points sur lesquels les installations s'écartent de ces dispositions et motiver les observations en se référant aux articles concernés.

Lorsque les vérifications ne portent pas sur la totalité des installations par suite d'impossibilité matérielle (inaccessibilité, etc.), les parties de l'installation non vérifiées et les motifs précis de non-vérification doivent être clairement signalés et récapitulés en tête du cahier.

Le délai de transmission du cahier de recette ne doit pas excéder cinq semaines à compter de la date d'achèvement de la vérification.

9.6.3 - Mission Ph relative à l'isolation acoustique des bâtiments

On distingue dans la **mission Ph** et selon le type de bâtiment, les missions :

- **PHa** : mission relative à l'isolation acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation
- **PHh** : mission relative à l'isolation acoustique des bâtiments d'habitation

La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires quand elles existent ou aux prescriptions contractuelles retenues par le maître de l'ouvrage et communiquées au contrôleur technique relativement à l'isolation acoustique des bâtiments.

Elle porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction desdites prescriptions.

La mission ne porte pas sur les atteintes à l'environnement dont la prévention relève d'une mission spécifique.

La protection contre les bruits de voisinage provenant des voies terrestres et zones aéroportuaires classées est prise en compte par le contrôleur technique.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître de l'ouvrage s'engage à communiquer les prescriptions contractuelles au regard desquelles le contrôleur technique exercera sa mission en l'absence de prescriptions réglementaires, les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par des laboratoires spécialisés justifiant de la qualité acoustique des éléments particuliers de la construction ainsi que les études justificatives des constructeurs.

Sauf dispositions spécifiques du marché, la mission ne comporte pas la réalisation de mesures acoustiques.

En l'absence de mesures acoustiques, les avis formulés par le contrôleur technique ne peuvent constituer qu'une présomption de capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions contractuelles relatives à l'isolation acoustique.

9.6.4 - Mission Th relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie

La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires relatives à l'isolation thermique et aux économies d'énergie.

Elle porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à l'isolation thermique des bâtiments, les systèmes de chauffage, climatisation, production d'eau chaude sanitaire et la ventilation, étant précisé que leur examen est effectué exclusivement sous l'angle de l'isolation thermique et des économies d'énergie.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître de l'ouvrage s'engage à communiquer :

- Les devis descriptifs, plans et autres documents techniques concernant les bâtiments, l'implantation et la destination des locaux, les spécifications techniques des systèmes ainsi que les notes de calcul des coefficients réglementaires et les schémas de distribution précisant les répartitions des circuits, le comptage et la régulation.
- Les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par des laboratoires spécialisés justifiant de la qualité thermique des éléments particuliers de la construction.
- Les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par les entreprises avant réception sur l'installation de ventilation mécanique.

9.6.5 - Mission GTB relative à la gestion technique du bâtiment

La **mission GTB** vient en complément des missions relatives à la sécurité des personnes et au fonctionnement des installations.

Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de prévenir sont ceux qui découlent d'un mauvais fonctionnement du système de gestion technique du bâtiment (GTB). Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité pour le système de GTB d'assurer, à la mise en exploitation, le service demandé dans le cahier des charges imposé par le maître de l'ouvrage aux entreprises.

La définition des critères et niveaux de qualité du système de GTB relève du maître de l'ouvrage qui fait connaître de façon précise au contrôleur technique ses exigences en la matière et lui communique en conséquence le cahier des charges susvisé.

L'installation soumise au contrôle est celle assurant la gestion des équipements contrôlés au titre de la mission relative au fonctionnement des installations ainsi que des équipements anti-intrusion et de contrôle d'accès dans la mesure où ils sont associés au système de gestion technique du bâtiment.

9.6.6 - Mission CO relative à la coordination des missions de contrôle

La **mission CO** s'exerce dans les conditions fixées à l'article 5-4-3 de la norme NFP 03-100.

Cette mission est automatiquement mise en œuvre dans le cas où une mission est exécutée par un autre membre que le mandataire d'un groupement d'entreprise. Le mandataire est automatiquement désigné pour coordonner l'ensemble des missions de contrôle.

La coordination a pour objet de s'assurer que les différents contrôles prévus sont bien pris en charge et qu'ils ont été exécutés.

La coordination ne comporte pas l'appréciation de la forme et du fondement des avis émis.

9.6.7 - Mission PV relative au récolement des procès-verbaux d'essais de fonctionnement des installations

La **mission PV** vient en complément de la mission relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement dissociables et indissociables (mission LP).

La mission PV peut être complétée par la mission F qui concerne le fonctionnement des installations. Mais attention, la mission PV est différente de la mission F.

La mission du contrôleur technique a pour objet le récolement des procès-verbaux des essais et vérifications d'autocontrôle que doivent effectuer les entreprises sur les installations qui sont définies par le domaine d'intervention.

Ces vérifications et essais effectués par les entreprises ont pour but de s'assurer du bon fonctionnement des installations au moment de leur réception indépendamment de ceux effectués dans le cadre de la sécurité des personnes.

Les installations et les équipements concernés par la mission PV sont :

- Les ascenseurs et les monte-charges,
- Les escaliers mécaniques et les trottoirs roulants,
- Les portes et les portails automatiques,
- Le chauffage,
- Le conditionnement d'air,
- La ventilation mécanique,
- La plomberie sanitaire,
- Le réseau d'alimentation en eau,
- Le réseau d'évacuation,
- Les installations électriques,
- Les portiers électroniques,
- Les réseaux de fluides médicaux,
- Les réseaux de distribution collective de radiodiffusion.

La mission PV du contrôle technique comporte les prestations suivantes :

- L'analyse des documents de consultation des entreprises,
- Le récolement des procès-verbaux d'essais et vérifications d'auto-contrôle effectuées sur les installations par les entreprises,
- Un avis sur les résultats des procès-verbaux en question.

En revanche, la mission PV ne comprend pas :

- Le contrôle des documents de conception ou d'exécution,
- L'examen des installations sur le chantier,
- L'assistance aux essais.

Les attestations d'essais de fonctionnement peuvent être demandées par le bureau de contrôle, le maître d'ouvrage, son assureur dommages ouvrage, la maîtrise d'œuvre ou encore l'entreprise générale.

Hormis les installations électriques de logements ou de services généraux, les autres équipements concernés sont les portiers électroniques, la VMC simple flux, les réseaux d'eau intérieurs aux bâtiments ainsi que les évacuations d'eau intérieures et extérieures aux bâtiments.

Chaque attestation est autonome et indique :

- À qui s'adressent ces attestations,
- Les pré-requis aux essais, leur planification et le lieu où ils doivent être réalisés,
- Les équipements sur lesquels portent ces essais,
- L'objectif et la nature des essais de fonctionnement,
- Le mode d'emploi et l'enregistrement des essais,
- Les appareils de mesure nécessaires,
- La description des essais.

9.6.8 - Missions VIEL relative à la vérification initiale des installations électriques au titre du code du travail

La mission s'exerce dans les conditions fixées à l'article R.4226-14 du Code du Travail. Elle consiste à faire procéder à la vérification initiale des installations électriques lors de leur mise en service et après qu'elles ont subi une modification de structure, en vue de s'assurer qu'elles sont conformes aux prescriptions de sécurité prévues au présent chapitre.

9.6.9 - Mission Brd relative au transport de brancards dans les constructions

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la **mission Brd** sont ceux qui découlent d'un défaut dans l'application des dispositions réglementaires relatives au transport des brancards dans les constructions à usage d'habitation.

La mission porte sur les cheminements (circulations horizontales et verticales) permettant le passage des brancards jusqu'aux ou à partir des logements.

9.6.10 - Mission VAMSIET relative à la vérification avant mise en service des installations électriques temporaires

La vérification avant mise en service des installations électriques temporaires est prévue par l'article R4226-21 du code du travail et couvre les installations de chantier. Elle suit les dispositions de l'arrêté du 26 décembre 2011 relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants.

Il est procédé à une première vérification après réalisation de l'alimentation électrique du chantier (branchement basse tension, poste de transformation, groupe électrogène...) et de la mise en place de son infrastructure (tableaux principaux de distribution, centrale à béton, grues et autres équipements de travail, pompes, cantonnements...).

Les méthodes et l'étendue de cette vérification sont celles d'une vérification initiale décrite dans l'arrêté du 26 décembre 2011.

Pour les chantiers des opérations de première et de deuxième catégories au sens de l'article R. 4532- 1 du code du travail ou dont la puissance d'alimentation dépasse 100 kVA, le rapport est établi comme le rapport de vérification initiale décrite dans l'arrêté du 26 décembre 2011.

Pour les installations des autres chantiers, il peut être établi sur un imprimé qui pourra être rempli manuellement.

Avant le début des travaux des corps d'états secondaires, après la réalisation des alimentations électriques et de l'éclairage de chantier nécessaires pour ces différents corps d'états, il est procédé à une vérification complémentaire.

Les méthodes et l'étendue de cette vérification sont les mêmes que celles de la première vérification.

Le compte-rendu des vérifications consiste en la mise à jour du rapport établi à la suite de la première vérification ou en la rédaction d'annexes complémentaires.

Sur les chantiers de longue durée, il est procédé à une vérification périodique annuelle.

Les méthodes et l'étendue de cette vérification ainsi que le contenu du rapport respectent les dispositions pour la vérification périodique décrite dans l'arrêté du 26 décembre 2011.

9.7 - Missions composées

9.7.1 - Mission LP (Missions L + P1)

Elle intègre la mission « L » qui porte sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables. En outre, elle s'étend à la solidité relative aux éléments d'équipement dissociables, ceux qui peuvent être retirés sans porter atteinte aux ouvrages (les cloisons, par exemple).

ARTICLE 10 – Périmètre d'intervention

Le contrôle technique interviendra dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique et approuvé par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999 et par les articles de la norme NFP 03-100 cités dans le CCTG.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- Si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler immédiatement à la maîtrise d'ouvrage.
- La mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet. Dans ce but, il doit notamment signaler à la personne responsable du marché les essais qu'il estimerait nécessaires.
- Les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet.
- Il est rappelé au contrôleur technique qu'il a également un rôle de conseil auprès du maître de l'ouvrage.

Le contrôle technique peut s'exercer, suivant la nature de la mission et le choix du Maître d'Ouvrage, pendant l'une ou plusieurs des phases suivantes :

- **Phase 1 : contrôle des documents de conception et rapport initial (DIAG, APS, APD et PRO)**
- **Phase 2 : contrôle des documents d'exécution (EXE ou VISA)**
- **Phase 3 : contrôle sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements (DET)**

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le Maître d'Ouvrage s'engage à :

- Informer tous les intervenants à la construction des dispositions qui les concernent dans la mission du contrôleur technique.
- Signaler ou faire signaler au contrôleur technique tous incidents ou circonstances susceptibles d'avoir une incidence sur l'exercice de la mission et notamment lui communiquer les sujétions d'exploitation de l'ouvrage, telles celles relatives aux hypothèses de charge d'utilisation ou liées à la nature et aux caractéristiques des matériaux, matériels ou produits objets de l'exploitation.
- Prendre toutes les dispositions nécessaires pour lever tout empêchement ou écarter toutes les difficultés qui feraient obstacle à la bonne exécution des missions retenues.

Conformément à l'article 2 du Décret n°99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique, il est rappelé que l'activité de contrôle technique est incompatible avec l'exercice de toute activité de conception, d'exécution ou d'expertise d'un ouvrage.

L'intervention du contrôleur technique ne porte ni sur la sécurité et la santé des personnes pendant toute la durée des travaux ni sur la sécurité des matériels utilisés par les entreprises tels que grues, engins de chantier, échafaudages.

Le contrôleur technique ne procède pas aux vérifications de l'implantation ou des métrés des ouvrages et éléments d'ouvrage, ni des côtes relatives à leur périmètre, verticalité, horizontalité ou caractéristiques dimensionnelles afférentes à la conception architecturale et fonctionnelle de l'ouvrage.

ARTICLE 11 – Méthodologie des vérifications

L'analyse de risques est la base de l'intervention du contrôleur technique. Adaptée à chaque opération, elle prend en compte divers facteurs, pouvant évoluer au cours du cycle de vie du bâtiment :

- La probabilité de voir survenir des défaillances au cours de l'opération.
- L'importance des conséquences de ces défaillances au cours de l'exploitation.
- L'expérience et la qualification des constructeurs.

Par nature, les vérifications comprennent l'évaluation du projet et de sa réalisation par référence :

- Aux textes législatifs et réglementaires ;
- Aux fascicules du cahier des charges techniques générales applicables aux marchés publics de travaux ;
- Aux textes techniques de caractère normatif et notamment :
- Aux normes françaises y compris les normes transposant en France les normes européennes ;
- Aux règles et prescriptions techniques DTU ;
- Aux règles professionnelles ;

L'objectif est la prévention des aléas techniques susceptibles d'être rencontrés au cours du cycle de vie de l'ouvrage. Ces aléas sont de tous ordres et ont de multiples causes. Ils peuvent être regroupés en grandes familles :

- Erreurs de conception techniques ;
- Inadaptation des techniques et des technologies avec la destination ou la fonction des ouvrages ;
- Inadaptation des composants entre eux ou à l'environnement ;
- Mauvaise qualité des composants ;
- Mauvaise qualité des équipements fondamentaux et parfois accessoires ;
- Calculs incomplets, erronés, insuffisants ou inadaptés des éléments primordiaux (ossature en particulier, mais aussi équipements) ;
- Insuffisance d'étude des détails de liaison ou d'adaptation entre éléments composant la structure, le clos, le couvert et l'équipement ;
- Contraintes admissibles dépassées ;
- Déformations excessives ;
- Inobservation des règles de construction, des DTU (dossiers techniques unifiés), ...

Chacune de ces causes en soi ou la conjugaison de quelques-unes est susceptible d'engendrer des sinistres d'importance très variable et pouvant aller jusqu'à la destruction de l'ouvrage. C'est donc sur ces éléments générateurs de problèmes que le contrôle technique va s'exercer.

Sur chantier, l'examen des ouvrages et éléments d'équipement est effectué sur les parties visibles et accessibles au moment de l'intervention du contrôleur technique qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif. L'avis du contrôleur technique porte sur l'état des ouvrages et éléments d'équipement tels qu'ils se présentent lors des opérations de contrôle.

A ce titre, le contrôleur technique informe le maître d'ouvrage des sondages, prélèvements et jalons à envisager dans l'exécution des travaux.

La preuve des qualités des matériaux et éléments de construction ou celle de leur conformité aux règles qui lui sont applicables doit être apportée au contrôleur technique soit par un marquage, soit par un certificat, soit par tout autre moyen admis par la réglementation.

11.1 - Phase 1 : vérification des documents de conception et rapport initial (DIAG, APS, APD et PRO)

Le bureau de contrôle doit être missionné "en temps utile" pour pouvoir effectuer sa mission avec efficacité. C'est-à-dire à peu près dans le même temps que le maître d'œuvre. S'il est désigné trop tard (après validation de l'APS par le maître d'ouvrage), le service bénéficiaire s'expose à des réserves exprimées par le prestataire.

Il appartient au contrôleur technique de vérifier la qualité des documents de conception et procède à l'examen critique de l'ensemble des dispositions techniques du projet (art. R. 111-40 du Code de la construction et de l'habitation).

Il établit un rapport initial de contrôle technique (RICT), qui précise les avis du contrôleur technique sur les études de conception, préalablement à la consultation des entreprises.

Dans le cadre de cette mission, le contrôleur technique formule un avis sur la notice de sécurité établie par les constructeurs et destinée à être jointe à la demande de permis de construire.

Les documents examinés sont notamment :

- Examen de la notice de sécurité prévue par la réglementation relative aux établissements recevant du public ;
- Examen des résultats des études de diagnostic pour les opérations de réutilisation ou de réhabilitation ;
- Examen des rapports d'étude des sols ;
- Examen des avant-projets sommaire et définitif ;
- Examen des documents techniques du projet en vue de l'établissement du rapport initial de contrôle technique ;

De plus, il participe aux réunions de mises au point techniques, selon la complexité des opérations :

- Opération simple (1er niveau technique) : à raison de 1 réunion par mois
- Opération moyenne (2^{ème} niveau technique) : à raison de 2 réunions par mois
- Opération complexe (3^{ème} niveau technique) : à raison de 3 réunions par mois

Le contrôleur technique informera le maître d'ouvrage des sondages, prélèvements et jalons à envisager dans l'exécution des travaux.

11.2 - Phase 2 : examen des documents d'exécution (EXE ou VISA)

L'organisme de contrôle procède, dans ses bureaux, à une deuxième lecture du projet et effectue un examen complet et critique de l'ensemble des dispositions techniques du projet : plans, devis, calculs....

Cet examen a lieu avant le début des travaux ou avant ceux qui entrent dans le domaine de sa mission. L'examen critique se fait au regard des seules normes techniques. Le contrôleur n'a pas à apprécier la conformité du projet aux normes juridiques ni sur la consistance du projet. Il doit en revanche tenir compte des interprétations données par les commissions techniques compétentes. Le bureau de contrôle n'est pas habilité à prescrire un remaniement des plans : il n'a aucun lien contractuel avec le maître d'œuvre et n'est pas le mandataire du maître de l'ouvrage.

Il établit des AVIS émis sous la forme de comptes rendus ou de rapports d'étapes et permettent de formuler des avis ou observations partiels.

Dans cette phase le bureau de contrôle procède à l'examen :

- Des documents relatifs aux ouvrages soumis au contrôle ;
- Des documents relatifs aux éléments d'équipement soumis au contrôle.

De plus, il participe aux réunions de mises au point techniques, selon la complexité des opérations :

- Opération simple (1er niveau technique) : à raison de 1 réunion par mois
- Opération moyenne (2^{ème} niveau technique) : à raison de 2 réunions par mois
- Opération complexe (3^{ème} niveau technique) : à raison de 3 réunions par mois

11.3 - Phase 3 : contrôle de l'exécution des ouvrages et éléments d'équipements (DET)

Conformément à l'article R. 111-40 du code de la construction et de l'habitation, pendant la période d'exécution des travaux, le contrôleur technique s'assure notamment que les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs énumérés à l'article 1792-1 (1^{er}) du code civil s'effectuent de manière satisfaisante.

Le bureau de contrôle doit en outre vérifier lui-même, matériellement, que les travaux sont exécutés selon les plans et conformément aux règles de l'art. Il doit s'assurer notamment que :

- Les entreprises se livrent aux contrôles nécessaires
- La surveillance du maître d'œuvre est bien réelle

Il ne s'agit que d'un contrôle discontinu, par voie de sondages, de prélèvements et de jalons mais il doit être exercé en temps utile

Il établit des AVIS émis sous la forme de comptes rendus ou de rapports d'étapes et permettent de formuler des avis ou observations partiels.

Dans cette phase, le bureau de contrôle :

- Procède à l'examen des documents formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs énumérés à l'article 1792-1 (1°) du code civil pour les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle ;
- Procède à l'examen visuel à l'occasion de visites ponctuelles de chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle ;

De plus, il participe aux réunions de mises au point techniques autant de fois que nécessaire.

ARTICLE 12 – Actes du contrôleur technique pour le suivi des missions

Pour remplir sa mission, le contrôleur technique est tenu d'accomplir un certain nombre d'actes :

12.1 – Actes techniques

Il s'agit de l'examen critique :

- Des documents, plans et dessins définissant les produits, les ouvrages et équipements ainsi que les niveaux de performance attendus de ceux-ci,
- Des dispositions prises par les constructeurs énumérés à l'article 1792-1 du Code Civil afin de s'assurer qu'ils effectuent de manière satisfaisante les véritables prestations techniques qui leur incombent,
- Des ouvrages et équipements réalisés et de la prise en compte des certificats ou procès-verbaux d'essais relatifs aux matériaux, composants ou équipements.

Pour que l'objectif de prévention fixé au contrôleur technique puisse être atteint, les actes techniques du contrôleur technique ne peuvent se limiter à l'examen des documents mais nécessitent de participer à des réunions de mise au point organisées par le Maître d'Ouvrage nommé également MOA et ses assistants.

Dans le cadre de sa mission, le contrôleur technique formule un avis sur la notice de sécurité établie par l'équipe du maître d'ouvrage et destinée à être jointe à la demande de permis de construire.

A l'issue de l'examen critique le contrôleur technique transmet un rapport initial de contrôle technique (RICT) au Maître d'Ouvrage, au Maître d'œuvre et à tous les intervenants concernés.

12.2 – Actes d'information

Le contrôleur technique rend compte de son intervention dans les conditions fixées à l'article 42-5-2 de la norme NF P 03-100.

Pour lui permettre d'établir en temps utile le rapport final, le Maître d'Ouvrage s'engage à communiquer au contrôleur technique, ou à lui faire communiquer, au plus tard quinze jours avant

la date de transmission dudit rapport à la commission de sécurité, les justificatifs nécessaires à l'exercice de la mission (tels que les certificats et procès-verbaux apportant la preuve des qualités de comportement au feu des matériaux et éléments de construction) et qui ne lui auraient pas encore été transmis.

Le contrôleur technique est tenu d'adresser ses avis et observations au Maître d'Ouvrage. Les avis donnés au fur-et-à-mesure sur l'exécution sont signés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet.

La présence du contrôleur technique peut être requise lors des visites de levées de réserves.

ARTICLE 13 – Livrables

Les documents sont à remettre au format dématérialisé.

Le titulaire s'engage à transmettre les livrables correspondants aux exigences de forme, de format, de qualité et de niveau de détail définis en accord avec le service bénéficiaire.

13.1 – Rapports

D'une manière générale, les rapports doivent être transmis dans **un délai de 15 jours ouvrés maximum à compter de la réception des pièces nécessaires à l'établissement des rapports.**

Le contrôleur technique doit remettre deux rapports principaux :

- Le rapport initial de contrôle technique (**RICT**), qui synthétise les avis sur ouvrages après examen des documents de conception (CCTP, plans d'architecte, étude géotechnique, étude thermique, ...).
- Le rapport final de contrôle technique (**RFCT**), qui regroupe tous les avis établis durant les travaux et n'ayant pas été levés à la réception.

D'autres rapports peuvent être demandés en fonction des missions et contextes des opérations :

- Le **rapport de vérification réglementaire après travaux (RVRAT)**, qui vise l'ensemble des travaux dans le cadre de la Sécurité incendie pour les établissements recevant du public du premier groupe.
- Le **rapport de vérification initiale (VIEL)**, qui est établi à l'issue des vérifications initiales sur les installations électriques.
- Le **rapport de vérification temporaire (VIAMSIET)**, qui est établi à l'issue des vérifications des installations électriques temporaires.
- Le **cahier de recettes des liaisons**, qui est établi à l'issue des vérifications des pré-câblages informatiques et téléphoniques.

13.2 – Avis

D'une manière générale, les avis sur les éléments de mission doivent être transmis dans **un délai de 10 jours ouvrés à compter de la réception des pièces nécessaires à l'établissement des avis ou de la demande du maître d'ouvrage.**

Cependant, des avis ponctuels relatifs à des interrogations précises peuvent être demandées par le maître d'ouvrage pour une réponse transmise dans un délai de 3 jours ouvrés.

Le contrôleur technique donne son avis au maître d'ouvrage sur les problèmes d'ordre technique, concernant les missions pour lesquelles il a été contractualisé.

Les avis du contrôleur technique sont formulés :

➤ **En phase de conception :**

- Examen des documents relatifs aux autorisations administratives (notamment ce qui concerne la sécurité incendie et l'accès handicapé à travers les notices adaptées) prévue par la réglementation relative aux établissements recevant du public.
- Examen des résultats des études de diagnostic pour les opérations de réutilisation ou de réhabilitation.
- Examen des rapports d'étude des sols.
- Examen des avant-projets sommaire et définitif + formulation des avis correspondants.
- Examen des documents techniques du projet en vue de l'établissement du rapport initial de contrôle technique.
- Participation à des réunions de mise au point techniques.

➤ **En phase d'étude d'exécution :**

- Examen des documents relatifs aux ouvrages soumis au contrôle.
- Examen des documents relatifs aux éléments d'équipement soumis au contrôle.
- Participation à des réunions de mise au point technique.

➤ **En phase réalisation :**

Lors de l'examen sur chantier des ouvrages et des éléments d'équipement soumis à son contrôle.

- Examen des documents formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs énumérés à l'article 1792-1 (1°) du Code civil pour les ouvrages et éléments soumis au contrôle,
- Examen visuel à l'occasion de visites ponctuelles de chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle,
- Participation à des rendez-vous de chantier

➤ **Phase préalable à la réception et réception des ouvrages :**

- Etablissement du rapport final de contrôle technique.
- Sur demande du Maître de l'ouvrage dans le marché de contrôle technique, assistance à la visite de la commission de sécurité.

➤ **Durant la garantie de parfait achèvement (GPA)**

Durant la période de garantie de parfait achèvement, qui suit la réception, le contrôleur continue à fournir ses avis. Il intervient sur demande du maître d'ouvrage dans la limite d'une visite par trimestre après la levée des réserves. À la fin de cette période, il fournit un second rapport récapitulatif.

ARTICLE 14 – Achèvement des prestations

Les interventions du contrôleur technique s'achèvent à la transmission des différents rapports de vérifications finales, et à l'achèvement de la mission globale du bon de commande comme définie à l'article 12 « Constatation de l'exécution des prestations » du CCAP « Missions de contrôle technique et de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé bâtimementaires ».

ARTICLE 15 – Modalités de présence et de participation du titulaire

Selon la mission qui pourrait lui être impartie par le représentant du service bénéficiaire, le prestataire doit s'informer de l'état d'avancement des études et des travaux.
Le contrôleur technique doit assister le maître d'ouvrage à sa demande à travers quatre types de réunions :

- Les réunions spécifiques, à l'initiative du maître d'ouvrage, destinées à la mise au point des questions techniques ou réglementaires en phase 1 et 2.
- Les réunions de chantier, à l'initiative du maître d'ouvrage, destinée aux échanges en phase 3.
- Les visites de contrôle, à l'initiative du prestataire, destinée aux sondages, prélèvements et jalons de contrôle définis pour assurer la prévention des aléas techniques en phase 3.

Le contrôleur intervient aux réunions de chantier autant de fois que nécessaire à la bonne exécution de l'ouvrage.

Le contrôleur technique établit le compte-rendu des visites de contrôle, et les diffuse au maître d'ouvrage dans un délai de 7 jours calendaires suivant la date de la visite.

ARTICLE 16 – Disposition prise par le maître de l'ouvrage

Le maître de l'ouvrage prend toute disposition pour faire communiquer au contrôleur technique avant de les approuver, tous les documents d'études relatifs aux "Elément AVP et PRO" :

- Les documents d'exécution des ouvrages que le maître d'ouvrage juge utile de communiquer
- Les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux y compris les travaux de levées de réserve
- La copie des déclarations d'accidents de travail

Le maître de l'ouvrage prend également toute mesure pour que soit informé le contrôleur de toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre ou le responsable de l'OPC auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée.

Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

Il sera également informé par le maître d'ouvrage de l'intervention de toute entreprise au titre de la "Garantie de Parfait Achèvement" (GPA) prévue par l'art. 44.1 du CCAG Travaux.

Il prend également toute disposition pour que le contrôleur puisse se faire communiquer tout autre document et information, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, maître d'œuvre, bureau de contrôle technique, etc.).

ARTICLE 17 – Limite de la prestation

Les seuls aléas techniques pris en compte par le contrôleur technique sont ceux visés par les missions retenues par le Maître d'Ouvrage.

Les missions ne s'étendent pas aux aléas ni aux ouvrages et éléments d'équipements relatifs au nettoyage, à l'entretien et à la maintenance des constructions et des équipements.

Indépendamment des missions de contrôle technique, le contrôleur technique peut exercer, à la demande du Maître d'Ouvrage, des missions d'inspection, d'assistance technique ou autres

prestations de services intellectuels hors conception et réalisation, le récolement des procès-verbaux des essais des équipements des ouvrages.

ARTICLE 18 – Responsabilité

Conformément à l'article L125-2 du code de la construction et de l'habitation, le contrôleur technique est soumis, dans les limites de la mission à lui confiée par le maître d'ouvrage, à la présomption de responsabilité édictée par les articles [1792](#), [1792-1](#) et [1792-2](#) du code civil, qui se prescrit dans les conditions prévues à l'article 1792-4-1 du même code.

Le contrôleur technique n'est tenu vis-à-vis des constructeurs à supporter la réparation de dommages qu'à concurrence de la part de responsabilité susceptible d'être mise à sa charge dans les limites des missions définies par le contrat le liant au maître d'ouvrage.